

**ÉCOLE
NORMALE
SUPÉRIEURE
DE LYON**

2021

*Compte
financier
2021
Annexe*



SOMMAIRE

Introduction.....	2
Faits caractéristiques de l'exercice.....	2
Les principes, règles et méthodes comptables.....	3
Notes relatives aux postes du bilan.....	6
Notes relatives aux postes du compte de résultat	13
Autres informations, agrégats financiers.....	17

ANNEXE

Introduction_ Présentation de l'organisme

Héritière des Écoles normales supérieures de Saint-Cloud et Fontenay, L'École normale supérieure de Lyon est un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP), né de la création à Gerland en 1987 de l'ENS Sciences, puis en 2000 de l'ENS Lettres et sciences humaines. Ces deux établissements ont fusionné fin 2009 en un établissement unique, l'ENS de Lyon, disposant depuis janvier 2010 des responsabilités et compétences élargies. Au 1er janvier 2011, l'Institut national de recherche pédagogique (INRP), à l'exception du Musée national de l'Éducation, a rejoint l'École sous la forme d'un institut interne, l'Institut français de l'éducation (IFÉ).

Les statuts de l'établissement ont été fixés par le décret n° 2012-715 du 7 mai 2012 fixant les règles d'organisation et de fonctionnement de l'Ecole normale supérieure de Lyon.

L'organisation comptable et financière est régie par ces textes ainsi que par le décret du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

La structure comptable est composée d'un budget principal et d'un SACD pour la bibliothèque Diderot de Lyon.

1. Faits caractéristiques de l'exercice

L'exercice 2021, s'il a encore été fortement impacté par la crise sanitaire liée au COVID 19, l'a été à un moindre niveau par rapport à l'exercice précédent et enregistre ainsi un certain regain d'activité. Les événements majeurs de l'exercice ont été les suivants :

- l'inventaire physique a été mis à jour très largement pour la troisième année consécutive, permettant à présent d'avoir une plus grande fiabilité concernant l'actif de l'établissement, même si des travaux d'ajustement et de contrôle restent à mener ;
- de nouveaux bâtiments ont été réceptionnés, dont l'un est inscrit au bilan dès cet exercice (il s'agit du restaurant administratif Monod), l'autre (bâtiment M8 d'une valeur estimée à 15 M€ environ) ne pouvant pas l'être encore faute d'informations suffisantes transmises par les services de la métropole de Lyon qui en ont assuré la conception par convention de maîtrise d'ouvrage ;
- un volume important de rattachement de charges à l'exercice et de restes à payer du fait de l'absence de liquidation des opérations relatives aux contrats doctoraux normaliens ;

2. Les principes, règles et méthodes comptables

2. 1. Principes et méthodes d'évaluation

Les comptes annuels sont établis selon les principes du recueil des normes comptables des établissements publics (RNCEP) déclinés dans l'instruction comptable commune.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base:

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices ;
- application des règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels ;
- évaluation des éléments inscrits en comptabilité selon la méthode des coûts historiques.

2. 1. 1. Immobilisations

- Les immobilisations incorporelles

Elles sont dans la pratique essentiellement composées de brevets, licences et de logiciels acquis, qui sont inscrits à leurs coûts d'acquisition en comptabilité. Les immobilisations incorporelles d'une valeur unitaire inférieure à 800 euros HT sont comptabilisées en charges.

Les immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées :

- à leur coût d'acquisition pour les biens acquis à titre onéreux (y compris les frais accessoires),
- à leur coût de production pour les biens produits par l'établissement,
- à leur valeur vénale, après estimation, pour les biens acquis à titre gratuit ou reçus en dotation ou en affectation.

Les acquisitions dont la valeur unitaire est inférieure à 800 euros HT sont comptabilisées en charges.

2. 1. 2. Amortissement des immobilisations

Le 7 juillet 2015, le conseil d'administration a approuvé l'introduction d'une nouvelle durée d'amortissement, reprise ci-après.

Catégorie des biens à amortir	Durée D'amortissement (en années)		
	Fourchette indiquée dans instruction M9-3	Bien acquis avant le 1er janvier 2016 : maintien de la durée d'amortissement	Bien acquis à compter du 1er janv 2016 : nouvelle durée d'amortissement
Agencements et aménagements de terrains	10 à 20	10	20
Installations générales, agencements , aménagements et constructions	20 à 40	20	20 à 40
Bâtiment	25 à 50	50	25 à 50
Matériel scientifique acquis hors contrat de recherche	5 à 10	7	10
Matériel scientifique acquis sur contrat de recherche	5 à 10	5	3 à 7
Matériel d'enseignement	5 à 10	7	10
Outils	5 à 10	7	10
Agencements et aménagements du matériel et outillage	5 à 10	7	10
Matériel de transport	5 à 10	7	10
Matériel de bureau	5 à 10	7	10
Matériel informatique	5 à 10	3	3 à 7
Matériel divers	5 à 10	7	10

Parallèlement, les durées d'amortissement ont été maintenues ainsi qu'il suit pour les biens ci-dessous.

Catégorie des biens à amortir	Durée D'amortissement (en années)		
	Fourchette indiquée dans instruction M9-3	Bien acquis avant le 1er janvier 2016 : maintien de la durée d'amortissement	Bien acquis à compter du 1er janv 2016 : nouvelle durée d'amortissement
Logiciel	1 à 3	3	3
brevet, licence	5	5	5
Installation technique complexe	5 à 10	10	10
Collection de documentation	5 à 10	10	10
Collection littéraire , scientifique et artistique	5 à 10	10	10
Installation générale, agencement, aménagement divers	10	10	10
Mobilier	10	10	10

2. 1. 3. Stocks

Les stocks sont valorisés à leur coût d'acquisition.

Une provision pour dépréciation est appliquée en fonction de la durée de stockage des éléments en stock à la clôture de l'exercice :

Plus de 4 ans : 100 %

4 ans d'ancienneté : 80%

3 ans d'ancienneté : 60%

2 ans d'ancienneté : 30%

2. 1. 4. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

2. 1. 5. Financements d'actifs

Les financements d'actifs sont composés d'une part de contrepartie en capitaux propres des biens mis à disposition de l'établissement par l'Etat et d'autre part des subventions destinées à financer des opérations d'investissement qui sont enregistrées au moment de leur notification dans les capitaux propres. Depuis 2013, ces financements sont repris en produits d'exploitation dans le compte 7813, au même rythme que l'amortissement des immobilisations financées.

2. 1. 6. Provisions pour risques et charges

Une provision est comptabilisée pour les risques et charges nettement précisés quant à leur objet et dont l'échéance ou le montant ne peuvent être fixés de façon précise dès lors que cumulative-ment :

- l'établissement a une obligation à l'égard d'un tiers ,
- il est probable ou certain que cette obligation provoquera une sortie de ressources au bénéfice du tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci,
- l'estimation de l'obligation est suffisamment fiable.

2. 1. 7. Rattachement des charges et des produits à l'exercice

Les heures complémentaires réalisées sont comptabilisées sur l'exercice de leur engagement. Les droits à congés, qui représentent une dette envers le personnel, sont évalués en fin d'exercice, et donnent lieu à la comptabilisation d'une charge à payer pour le seul personnel non enseignant.

2. 2. Comparabilité des comptes

L'exercice est comparable aux précédents, aucun changement de méthode n'étant intervenu.

Toutefois, on notera une correction d'erreur impactant le compte 119 de la BDL pour 17k€, et par extension le compte 110 de l'Ecole du fait de la consolidation du résultat comptable. Cette erreur est apparue suite aux ajustements de l'inventaire physique, mettant en évidence le caractère incomplet et imparfait des travaux menés, sans pour autant remettre en cause l'effort de fiabilisation engagé. Celui-ci devra se poursuivre par un rapprochement avec la comptabilité générale pouvant entraîner d'autres corrections sur exercices clos, sans pouvoir réellement identifier l'origine de ces erreurs historiques du fait d'un inventaire physique longtemps erroné.

2. 2. 1. Changements de méthodes comptables ayant eu lieu sur l'exercice

Aucun changement de méthode comptable n'est à signaler cette année.

3. Notes relatives aux postes du bilan

3. 1. L'actif immobilisé

L'état de l'actif de l'Ecole a fortement évolué en 2021 du fait de sorties massives à l'inventaire physique, traduites au bilan comptable. Le montant de ces sorties s'élève à 23,7 M€ et a pour effet de conduire la valeur brute de l'actif à la baisse par rapport à fin 2020, faisant même disparaître certains comptes du bilan, tel le compte 216 – collections. La valeur brute de l'actif s'élève ainsi à 270 M€ fin 2021 contre 279 m€ à fin 2020. Si le travail de mise à jour de l'inventaire physique est très conséquent, il restera à finaliser et fiabiliser à la marge courant 2022. Cela permettra à la fois d'inscrire cette démarche de suivi dans la durée, cet exercice étant annuellement indispensable pour la sincérité du bilan, mais aussi de rapprocher davantage encore l'inventaire et la comptabilité générale dont les écarts sont encore en centaines de milliers d'euros (sur 270 M€).

Parmi les grands travaux et les intégrations réalisées cette année, on peut citer le restaurant administratif Monod pour 7,4 M€, mais aussi la poursuite de projets tels que la MOP Descartes pour 730 k€, la MOP Monod pour 253 k€ ou encore les travaux complémentaires du PPP Monod pour 361 k€. Il n'a pas été possible de procéder cette année à l'intégration du bâtiment M8 qui, même s'il a été réceptionné, n'a pas pu faire l'objet d'une évaluation définitive en fin d'exercice par les services financiers et comptables de la Métropole de Lyon.

Enfin, concernant les acquisitions d'équipements et les installations nouvelles, on peut mentionner des pinces optiques pour le laboratoire de physique (290 k€), un robot tritone pour le PBES (110 k€), la station de traitement des effluents du M8 (54 k€) ou encore plusieurs serveurs informatiques et baies de stockage.

Le tableau page suivante retrace la variation de l'actif immobilisé de 2020 à 2021.

Tableau des immobilisations

Rubriques et postes	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations			Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice
		Par virement de poste à poste	Acquisitions / Mises à disposition / Transferts	Par virement de poste à poste	Cessions / Mises au rebut		
20 Immobilisations incorporelles	1 562 379,59	0,00	59 346,65	0,00	740 750,86	880 975,38	
201 Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
203 Frais de recherche et développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
205 Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels	1 562 379,59	0,00	59 346,65	0,00	740 750,86	880 975,38	
206 Droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
207 Fonds commercial	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
208 Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
21 Immobilisations corporelles	276 241 467,68	2 025 156,55	13 570 681,30	0,00	22 997 169,90	268 840 135,63	
211 Terrains	25 445 066,34	0,00	64 000,00	0,00	0,00	25 509 066,34	
213 Constructions	182 402 298,06	2 025 156,55	6 890 201,57	0,00	841 307,77	190 476 348,41	
215 Installations techniques, matériels, et outillage	35 965 459,45	0,00	2 864 801,89	0,00	5 009 092,48	33 821 168,86	
216 Collections	223 110,02	0,00	0,00	0,00	223 110,02	0,00	
217 Biens historiques et culturels (dont dépenses ultérieures)	11 071,40	0,00	0,00	0,00	0,00	11 071,40	
218 Autres immobilisations corporelles	32 194 462,41	0,00	3 751 677,84	0,00	16 923 659,63	19 022 480,62	
22 Immobilisations mises en concession	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
23 Immobilisations corporelles en cours	1 672 105,83	0,00	969 434,91	2 025 156,55	0,00	616 384,19	
24 Immobilisations grevées de droits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
25 Immobilisations corporelles (Biens vivants)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
26 Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Titres de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Parts dans des entreprises liées et créances sur des entreprises liées (filiale)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Autres formes de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Créances rattachées à des sociétés en participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Versement à effectuer sur titres de participation non libérés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
27 Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Titres immobilisés autres que les titres immobilisés de portefeuille (droit)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Titres immobilisés (droit de créance)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Autres créances immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
TOTAUX	279 475 953,10	2 025 156,55	14 599 462,86	2 025 156,55	23 737 920,76	270 337 495,20	

3.2. Les amortissements

Le tableau des amortissements ci-dessous constitue la situation à fin d'exercice.

Tableau des amortissements	Rubriques et postes	Cumulés au début de l'exercice	Augmentations (dotations de l'exercice)	Diminutions (amortissements afférents aux éléments de l'actif sortis)	Cumulés à la fin de l'exercice
	Immobilisations incorporelles		1 472 684,94	39 907,94	740 750,86
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires		1 472 684,94	39 907,94	740 750,86	771 842,02
Droit au bail		0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles		96 735 793,55	8 008 391,71	22 997 169,91	81 747 015,35
Terrains		0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions		40 185 201,04	4 696 104,11	841 307,77	44 039 997,38
Installations techniques, matériels, et outillage		29 054 349,42	1 508 883,84	5 009 092,49	25 554 140,77
Collections		205 643,29	17 466,73	223 110,02	0,00
Dépenses ultérieures sur biens historiques et culturels		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles		27 290 599,80	1 785 937,03	16 923 659,63	12 152 877,20
Immobilisations mises en concession		0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles en cours		0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations grevées de droits		0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles (Biens vivants)		0,00	0,00	0,00	0,00
Participations et créances rattachées à des participations		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations financières		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAUX		98 208 478,49	8 048 299,65	23 737 920,77	82 518 857,37

3. 3. Les créances

Le montant des créances fin 2021 est nettement supérieur à celui constaté fin 2020 mais il n'appelle pas d'inquiétude pour autant. En effet, cette augmentation ne résulte pas de restes à recouvrer sur des titres de recette déjà émis mais de rattachement de recettes à l'exercice au titre des produits, des financements et des subventions à recevoir essentiellement (+ 4,8 M€ aux comptes 44871, 44877 et 4687).

On peut relever aussi un reste à recouvrer important sur l'Université de Lyon suite à l'annulation de différentes délibérations du Conseil d'administration ayant amené au versement de subventions dont la restitution a été demandée conformément aux jugements du tribunal administratif de Lyon pour 468k€ au total.

Les créances restant dues au titre des ruptures d'engagement décennal sont stables, la situation à fin 2021 laissant apparaître une nouvelle fois peu de contentieux en recouvrement mais essentiellement des échéanciers en cours. A ce titre, une dépréciation de créance est maintenue à hauteur de 795 k€.

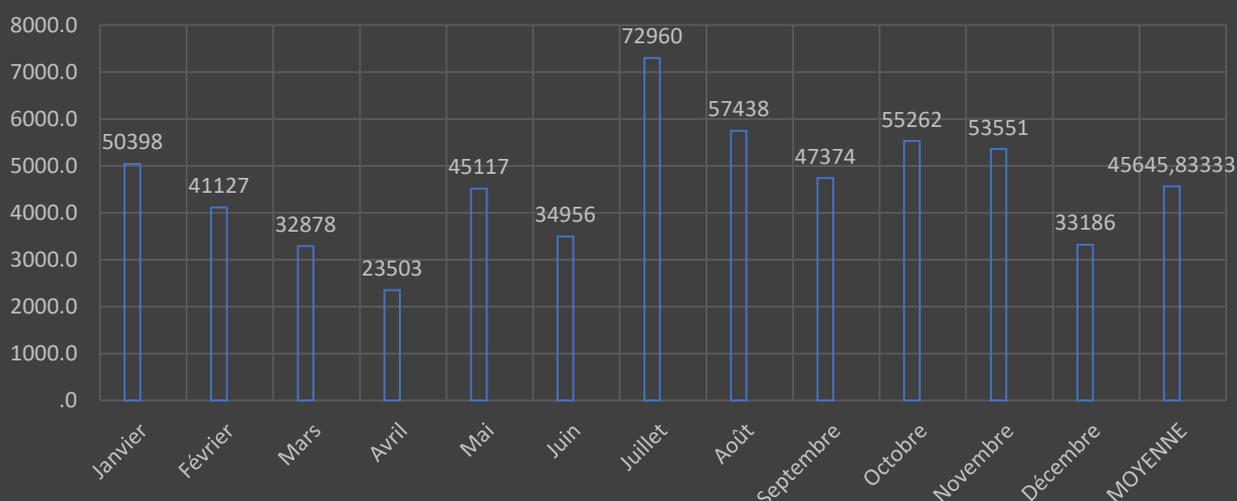
	Rubriques et postes	Montant	Degré de liquidité de l'actif	
			Echéance à 1 an au plus	Echéance à plus d'1 an
Tableau des créances	Créances de l'actif immobilisé	0,00	0,00	0,00
	- Créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00
	- Prêts	0,00	0,00	0,00
	- Autres créances immobilisées	0,00	0,00	0,00
	Créances de l'actif circulant	17 377 966,05	17 377 966,05	0,00
	- Créances sur des entités publiques (Etat, autres entités publiques) des organismes internationaux et la Commission européenne	12 780 118,43	12 780 118,43	0,00
	- Créances clients et comptes rattachés	448 917,71	448 917,71	0,00
	- Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)	0,00	0,00	0,00
	- Avances et acomptes versés sur commandes	41 198,11	41 198,11	0,00
	- Créances correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	0,00	0,00	0,00
	- Créances sur les autres débiteurs	4 038 425,50	4 038 425,50	0,00
	- Charges constatées d'avance (dont primes de remboursement des emprunts)	69 306,30	69 306,30	0,00
	TOTAUX	17 377 966,05	17 377 966,05	0,00

3. 4. Les disponibilités

La situation de trésorerie de l'Ecole reste très saine, aucune tension n'étant enregistrée dans l'année. Au-delà des mouvements mensuels retracés dans le graphique qui suit, on notera une nouvelle variation positive fin 2021 pour la deuxième année consécutive. On peut considérer que le moindre niveau de dépense exécutée, associé à des encaissements supérieurs à ceux attendus, représente l'explication de cette variation à la hausse de la trésorerie.

Il convient de rappeler, comme l'année dernière, que cette trésorerie est déjà en partie réservée pour couvrir des dépenses restant à réaliser et liées à des avances perçues pour le financement de contrats de recherche notamment.

Situation de trésorerie en fin de mois (en K€)



3. 5. Financements reçus

Les capitaux propres se composent des réserves, reports à nouveau et résultats dont la variation s'établit comme ci-dessous ainsi que des financements d'actif dont la situation est retracée dans le tableau page suivante.

La mise à jour de l'inventaire physique s'est traduite par des écritures comptables ayant entraîné une correction d'erreur par écriture débitrice au 119 de la BDL puis au 110 de l'Ecole du fait de la consolidation des résultats. Le report à nouveau créditeur est ainsi à la fois mouvementé en débit et en crédit sur cet exercice à hauteur de 17 466,73 €.

Capitaux propres (hors financements des comptes 10 et 13)	Rubriques et postes	Cumulés au début de l'exercice	Augmentations (dotations de l'exercice)	Diminutions (amortissements afférents aux éléments de l'actif sortis)	Cumulés à la fin de l'exercice
	Réserves facultatives	26 785 093,92	0,00	0,00	26 785 093,92
	Réserves facultatives	26 785 093,92	0,00	0,00	26 785 093,92
	Report à nouveau	5 942 537,83	3 290 040,43	34 933,46	9 197 644,80
	Report créditeur	5 942 537,83	3 272 573,70	17 466,73	9 197 644,80
	Report débiteur	0,00	17 466,73	17 466,73	0,00
	Résultat	3 272 573,70	2 864 258,95	3 272 573,70	2 864 258,95
	TOTAUX	36 000 205,45	6 154 299,38	3 307 507,16	38 846 997,67

Beaucoup de mouvements enregistrés sur les comptes de financement sont en lien avec la mise à jour de l'inventaire physique, les actifs étant souvent liés à un financement.

Parmi les financements notables obtenus cette année, on peut mentionner :

150 k€ au titre du LABEX LIO

43 k€ de la Région Auvergne Rhône Alpes pour solde du financement COMESUP 2018

60 k€ de l'INRIA et 18 k€ de l'UCBL pour le cofinancement d'un serveur Nvidia

35 k€ du CNRS pour l'acquisition d'un robot tritone

Tableau des financements de l'actif													
Financements	Cumul au début de l'exercice FEA	Augmentations Financements requis ou attendus intégrations...	Diminutions Sorties endoures rémunérations...	Cumul en fin d'exercice FEA	Reprises sur financements	Cumul au début de l'exercice		Augmentations		Diminutions	Cumul en fin d'exercice FEA	Situation nette Début 2021	Situation nette Fin 2021
						Reprises FEA	Reprises sur le financement de l'actif financé sorties...	Reprises sur le financement de l'actif financé sorties...	Sorties rémunérations...				
FINANCEMENTS DE L'ACTIF PAR L'ÉTAT	193 987 776,35	3 104 942,11	1 954 721,40	193 137 991,06	REPRISES FINANCEMENTS DE L'ACTIF PAR DES TIERS AUTRES QUE L'ÉTAT	30 351 007,53	4 063 729,10	32 661,74	34 392 074,89	161 636 789,82	159 755 916,17		
Financements non rattachés à un actif	0,00	0,00	0,00	0,00	Financements non rattachés à un actif	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
Financements rattachés à un actif	193 987 776,35	3 104 942,11	1 954 721,40	193 137 991,06	Reprises - Financements rattachés à un actif	30 351 007,53	4 063 729,10	32 661,74	34 392 074,89	161 636 789,82	159 755 916,17		
- Contrepartie et financement des actifs mis à disposition des établissements	141 266 365,74	0,00	0,00	141 266 365,74	- Contrepartie et financement des actifs mis à disposition des établissements	15 930 273,17	2 688 806,88	0,00	18 599 080,05	125 336 092,57	122 667 285,69		
- Contrepartie et financement des actifs versés en pleine propriété	0,00	0,00	0,00	0,00	- Contrepartie et financement des actifs versés en pleine propriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
- Financement des autres actifs :	0,00	0,00	0,00	0,00	- Financement des autres actifs :	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
Etat	15 127 770,15	65 251,01	301 816,48	14 891 214,68	Etat	10 942 812,61	120 338,55	29 860,96	11 033 490,30	4 184 957,54	3 857 714,38		
Agence nationale de la recherche (ANR) - IA	35 593 640,46	3 039 691,10	1 652 910,92	36 980 420,64	Agence nationale de la recherche (ANR) - IA	3 477 921,75	1 274 383,67	2 800,88	4 749 504,54	32 115 718,71	32 230 916,10		
FINANCEMENTS DE L'ACTIF PAR DES TIERS AUTRES QUE L'ÉTAT	19 504 407,73	8 531 408,31	814 583,63	27 221 222,41	REPRISES FINANCEMENTS DE L'ACTIF PAR DES TIERS AUTRES QUE L'ÉTAT	14 854 684,93	930 099,87	190 883,76	15 589 901,04	4 649 722,80	11 627 321,37		
Financements non rattachés à un actif	118 803,78	0,00	0,00	118 803,78	Reprises - Financements non rattachés à un actif	0,00	0,00	0,00	0,00	118 803,78	118 803,78		
Regions	118 803,78	0,00	0,00	118 803,78	Regions	0,00	0,00	0,00	0,00	118 803,78	118 803,78		
Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
- Communes et groupements de communes	0,00	0,00	0,00	0,00	- Communes et groupements de communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
- Autres entités publiques dont établissements publics	0,00	0,00	0,00	0,00	- Autres entités publiques dont établissements publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
- Union Européenne	0,00	0,00	0,00	0,00	- Union Européenne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
- Autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	- Autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
- Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	- Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
Financements rattachés à un actif	19 385 603,95	8 531 408,31	814 583,63	27 102 418,63	Reprises - Financements rattachés à un actif	14 854 684,93	930 099,87	190 883,76	15 589 901,04	4 530 919,02	11 508 517,59		
Regions	9 689 446,44	95 461,83	130 001,95	9 814 909,32	Regions	7 745 791,75	346 272,57	136 765,13	7 955 299,19	1 943 654,89	1 649 607,13		
Départements	862,84	0,00	0,00	862,84	Départements	820,16	5,58	0,00	825,74	42,68	37,10		
- Communes et groupements de communes	118 910,24	0,00	0,00	118 910,24	- Communes et groupements de communes	95 511,32	953,66	0,00	96 464,98	23 389,92	22 445,26		
- Autres entités publiques dont établissements publics	4 563 462,58	7 949 077,28	163 920,58	12 348 619,28	- Autres entités publiques dont établissements publics	3 251 653,95	496 553,95	49 471,98	3 698 135,92	1 312 408,63	8 650 483,36		
- Union Européenne	1 609 435,05	122 883,27	133 967,86	1 598 359,46	- Union Européenne	1 399 750,41	43 626,51	2 509,53	1 440 867,39	209 694,64	157 468,07		
- Autres organismes	952 444,14	0,00	0,00	952 444,14	- Autres organismes	823 240,25	4 012,34	0,00	827 252,59	129 203,89	125 191,55		
- Autres	1 406 206,03	363 985,93	336 703,24	1 433 489,72	- Autres	838 633,64	30 754,67	2 137,12	867 251,19	567 572,39	566 237,53		
Financements liés à des activités de recherche et développement	1 044 636,63	0,00	0,00	1 044 636,63	Reprises sur financements liés à des activités de recherche et développement	699 883,45	7 920,59	0,00	707 804,04	344 953,18	337 092,59		
TOTAL FINANCEMENTS ACTIF	211 492 184,08	11 636 350,42	2 769 321,03	220 359 213,47	TOTAL REPRISES DES FINANCEMENTS D'ACTIF	45 205 692,46	4 993 828,97	223 545,50	49 975 975,93	166 286 491,62	170 383 237,54		

3. 6. Provisions

Les provisions constituées cette année au titre des litiges éventuels sont à leur niveau le plus bas. En effet, beaucoup de litiges ont été résolus durant l'année 2021, notamment par le vote de transactions en conseil d'administration. Les requêtes déposées devant le tribunal administratif de nature à engager une charge pour l'Ecole sont très peu nombreuses en cette fin d'exercice et le montant provisionné est donc ramené à 121 596,26 €.

Tableau des provisions	Rubriques et postes	Solde à l'ouverture de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
				Provision utilisée	Provision non utilisée	
	Provisions réglementées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Provisions pour risques	231 883,38	58 355,72	146 686,84	21 956,00	121 596,26
	Provisions pour litiges	231 883,38	58 355,72	146 686,84	21 956,00	121 596,26
	Autres provisions pour risques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Provisions pour charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DES PROVISIONS	231 883,38	58 355,72	146 686,84	21 956,00	121 596,26

On peut noter que la part de provisions reprises non utilisée est assez faible, attestant ainsi d'une approche très sincère des litiges rencontrés, sans excès de prudence.

3.7 Dettes et autres éléments au passif du bilan

Si les dettes fournisseurs semblent connaître un bond spectaculaire avec un montant multiplié par deux, elles ne reflètent pas en réalité de véritables retards de paiement. En effet, cette augmentation ne concerne pas les fournisseurs courants mais des opérations très spécifiques qui se limitent aux seules charges à payer rattachées à l'exercice sans factures parvenues. On note ainsi des charges de 1,3 M€ au titre du dispositif des contrats doctoraux supérieurs normaliens dont l'attente des nouvelles bases a conduit à différer le traitement, 668 K€ de facturation complémentaire attendue au titre du PPP Monod et enfin près d'1 M€ de dépenses de fluides.

Les autres éléments créditeurs du passif augmentent fortement et cette évolution s'explique essentiellement par le niveau des avances perçues sur contrats de recherche qui passe en un an de 9,3 M€ à 16,3 M€ au compte 44191.

Enfin, on déplore des encaissements à régulariser en fin d'année, faute d'informations reçues avant la clôture des comptes, pour environ 700 k€ au 471.

Tableau des dettes	Rubriques et postes	Montant	Degré d'exigibilité du passif		
			Echéance à 1 an au plus	Echéance à plus d'1 an et 5 ans au plus	Echéance à plus de 5 ans
	Dettes financières	182 848,18	182 848,18	0,00	0,00
	- Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00	0,00
	- Emprunts souscrits auprès des établissements financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
	- Dettes financières et autres emprunts	182 848,18	0,00	0,00	0,00
	Dettes non financières	28 363 606,00	28 363 606,00	0,00	0,00
	- Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 475 177,69	5 475 177,69	0,00	0,00
	- Dettes fiscales et sociales	2 991 112,56	2 991 112,56	0,00	0,00
	- Avances et acomptes reçus	16 319 020,57	16 319 020,57	0,00	0,00
	- Dettes correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	58 440,00	58 440,00	0,00	0,00
	- Dettes liée au prélèvement sur ressources accumulées	0,00	0,00	0,00	0,00
	- Autres dettes non financières	1 644 711,35	1 644 711,35	0,00	0,00
	- Produits constatés d'avance	1 875 143,83	1 875 143,83	0,00	0,00
	TOTAUX	28 546 454,18	28 546 454,18	0,00	0,00

4. Notes relatives aux postes du compte de résultat

Le résultat 2021 s'élève à 2 864 258,95 €. Les éléments les plus significatifs sont commentés ci-après.

4. 1. Produits de fonctionnement

On note une relative stabilité des prestations de service au 70 entre les exercices 2020 et 2021. Cela masque toutefois certaines évolutions à un niveau plus fin. Ainsi, on constate un rebond de 11% des recettes issues des prestations de recherche, probablement lié à une année d'activité plus soutenue qu'en 2020 du fait d'un moindre impact du COVID. Mais on note aussi une diminution sensible des recettes issues des droits d'inscription (-74 k€), dont l'explication réside essentiellement dans la baisse des droits votée par le conseil d'administration en mai 2021 pour le tarif concernant les normaliens étudiants (107 euros au lieu de 213).

On peut aussi relever le redressement des recettes relatives aux hébergements puisque l'année entière a donné lieu à facturation pour 2021, ce qui n'était pas le cas au début de la crise du COVID en 2020 (1,5 M€ en 2021 contre 1,3 M€ en 2020).

Pour les comptes 74, au-delà de la légère augmentation de la **subvention pour charge de service public** constatée (120 M€, à rapprocher des 142 M€ de produits totaux), on peut relever les évolutions suivantes. Les versements de l'**ANR** sont en augmentation, avec notamment des recettes plus importantes au titre des préciput.

On note une diminution des recettes constatées en provenance de l'**Union européenne** mais cette évolution est à relativiser. En effet, elle est principalement expliquée par un versement de 772 keuros en 2020 (TR2178) au titre du projet SILVER qui se termine en 2022. A contrario, il n'y a pas eu de versement aussi important en 2021 au titre d'un projet UE. Les projets UE qui ont fait l'objet d'un versement et d'un titre sont des projets qui se terminaient cette année : IMPACT(TR2131/2132); EDIFOU (TR1963/1964/1965); E-CAM (TR2137), ou bien prennent fin en 2022 : PROMETHEUS (TR2027). La tendance est donc à la baisse sur le compte 7446. Le projet EBOVAC (TR524) se termine en 2024 mais le montant total du projet n'est pas conséquent (294 keuros). Les recettes des contrats européens étant comptabilisées selon la méthode de l'avancement, les recettes comptabilisées en classe 7* diminuent. Ce sont principalement les soldes des projets qui alimentent encore le 7446.

A contrario, une très forte augmentation des recettes liées aux organismes internationaux est à noter (194 k€ en 2021 contre 54 k€ en 2020). Cela s'explique notamment par deux contrats subventionnés par le CEFIPRA et un autre par l'ESA, mais aussi par des partenariats avec l'Université de Genève et l'Université du Maryland.

Parmi les partenariats avec les autres organismes français, on peut relever une subvention CNRS Part F1 + 448 K€ (TR118) et le solde en 2021 du projet BPI EMERIT (TR1429/234k€) qui participent à l'augmentation du compte 7448 (+ 600 k€).

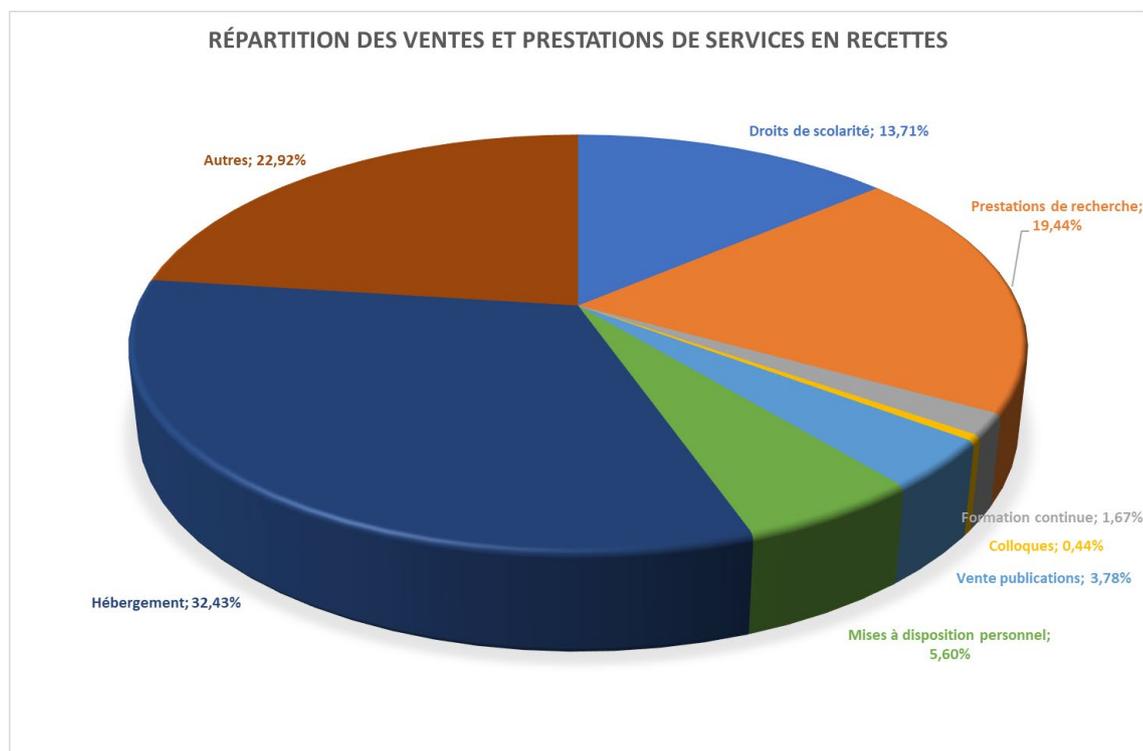
Enfin, parmi les autres financeurs (7488), les recettes augmentent également de 26% avec produits à recevoir (rattachés à l'exercice 2021) notables, tels que :

- Fondation de France Futur des mondes du littoral (113 keuros/+45keuros)
- FRM 2020 COVID (176 keuros/+154 keuros)
- Wave Turbulence Simons Foundation (236 keuros/+188keuros)
- FQXi Silicon valley Community Foundation (230 keuros/+138keuros)

Pour terminer, les comptes 75 et 78 évoluent de façon inverse, le premier en hausse avec notamment l'annulation des subventions versées à l'UDL suite à décision de justice (468 k€, jugements du tribunal administratif de Lyon) ; le second en baisse du fait de la reprise de provisions suite à des litiges réglés en 2021.

On retrouve ci-dessous la répartition des ventes et prestations de services en k€ au 31/12/2021, étant rappelé qu'elles constituent seulement 3,3% des produits de fonctionnement de l'Ecole.

	Montant en Keuros au 31/12/2021	%	Montant en Keuros au 31/12/2020	%
Droits de scolarité	649	13,71%	723	15,53%
Prestations de recherche	920	19,44%	823	17,67%
Formation continue	79	1,67%	73	1,57%
Colloques	21	0,44%	12	0,26%
Vente publications	179	3,78%	169	3,63%
Mises à disposition personnel	265	5,60%	326	7,00%
Hébergement	1 535	32,43%	1 300	27,91%
Autres	1 085	22,92%	1 231	26,43%
TOTAL	4 733	100,00%	5 674	100,00%



4. 2. Charges de fonctionnement

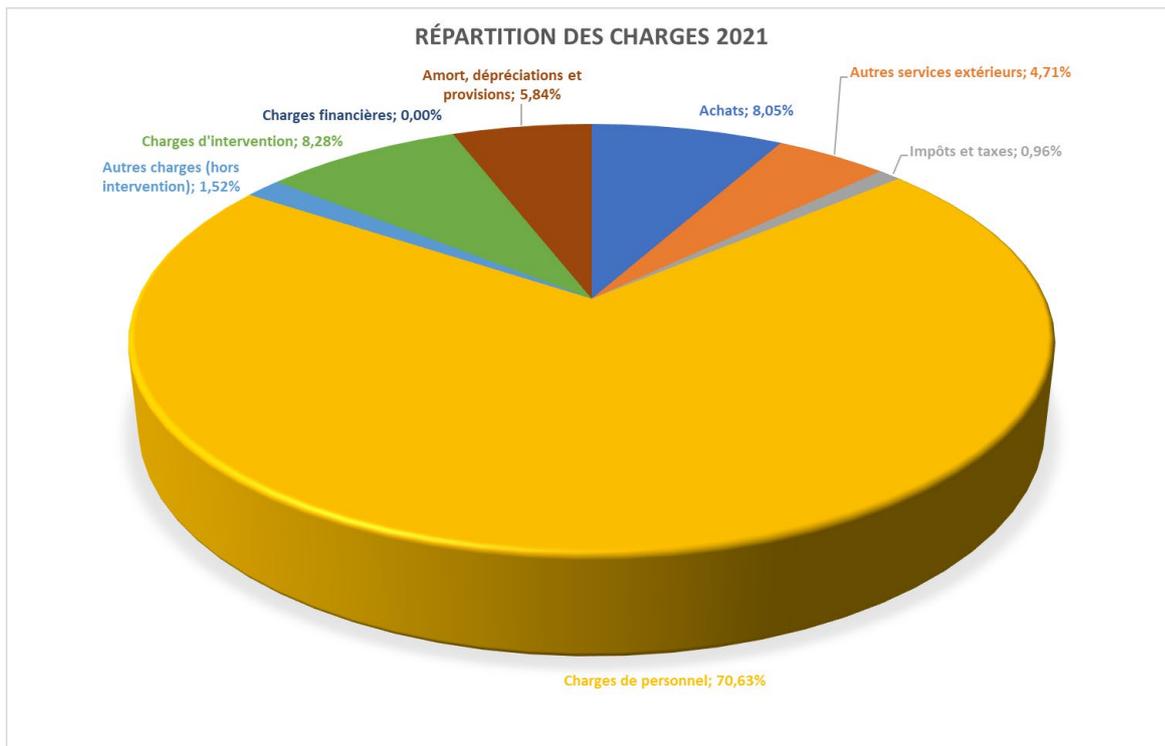
Les charges de fonctionnement de l'Ecole augmentent de 2,5 % environ par rapport à 2020. C'est en fait la traduction d'une reprise d'activité dans un contexte un peu moins contraint par la crise sanitaire du COVID en 2021 par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation est différente en fonction des postes de dépense.

Elle est particulièrement marquée sur les achats courants (60) qui augmentent de 18%, avec une forte augmentation des fluides notamment du fait d'une année pleine dans les murs de l'Ecole ou en tout cas de l'absence de fermeture équivalente à 2020. C'est particulièrement notable pour le chauffage urbain dont la charge augmente de 44%. Il faut d'ailleurs préciser que cette augmentation n'est pas la seule conséquence d'une reprise d'activité sur site. En effet, l'augmentation des surfaces bâties de l'Ecole et le coût de l'énergie croissant participent aussi à expliquer cette augmentation, également en lien avec la bascule d'un chauffage au gaz au chauffage urbain ces dernières années. En effet, si la dépense de gaz augmente elle aussi cette année avec 138 k€ de dépense annuelle, elle ne rejoint pas son niveau d'avant COVID (309 k€ en 2019). Autre source d'énergie très coûteuse cette année, avec une interrogation sur son évolution pour l'avenir, la dépense d'électricité atteint presque 2,2 M€ en 2021. Compte tenu des ressources et du marché de l'énergie mais aussi des besoins croissants de l'Ecole, cette dépense est en effet croissante avec une augmentation de 17% depuis 2017.

Les autres achats (61) ainsi que les prestations extérieures (62) enregistrent également une augmentation par rapport à 2020, avec par exemple près de 22% de hausse pour les postes de dépense des comptes 62. La plupart de ces évolutions s'expliquent essentiellement par la reprise d'activité. C'est par exemple le cas pour les dépenses de missions et déplacements. Certains postes de dépense connaissent cependant des augmentations spécifiques, telles les dépenses de déménagement (installation du bâtiment M8), de colloques (réservation du centre des congrès de la cité internationale pour le colloque IMA 2022), ou encore de sous-traitance à l'UDL pour le projet de réhabilitation du site Monod qui augmente de façon mécanique au fil des travaux réalisés par un impact sur le loyer versé.

On peut noter enfin que le rattachement des charges relatives aux congés payés ressort en crédit, signe d'une régularisation de la situation « post » COVID 2020.

	Montant en Keuros au 31/12/2021		Montant en Keuros au 31/12/2020	
		%		%
Achats	11 254	8,05%	9 692	7,10%
Autres services extérieurs	6 580	4,71%	5 401	3,96%
Impôts et taxes	1 338	0,96%	1 339	0,98%
Charges de personnel	98 705	70,63%	98 174	71,92%
Autres charges (hors intervention)	2 130	1,52%	3 039	2,23%
Charges d'intervention	11 578	8,28%	10 612	7,77%
Charges financières	3	0,00%	1	0,00%
Amort, dépréciations et provisions	8 166	5,84%	8 253	6,05%
TOTAL	139 754	100,00%	136 511	100,00%



4. 3. Charges d'intervention

On note une augmentation des charges d'intervention qui s'explique notamment par un rattachement de charges à l'exercice qui n'était pas pratiqué pour celles-ci les années précédentes. Celui-ci a été réalisé cette année car les charges en question (contrats doctoraux normaliens) n'ont pas été liquidées ni payées à hauteur prévue dans l'attente de nouveaux montants déterminés par le ministère de tutelle suite à la revalorisation des doctorants de façon générale.

5. Autres informations

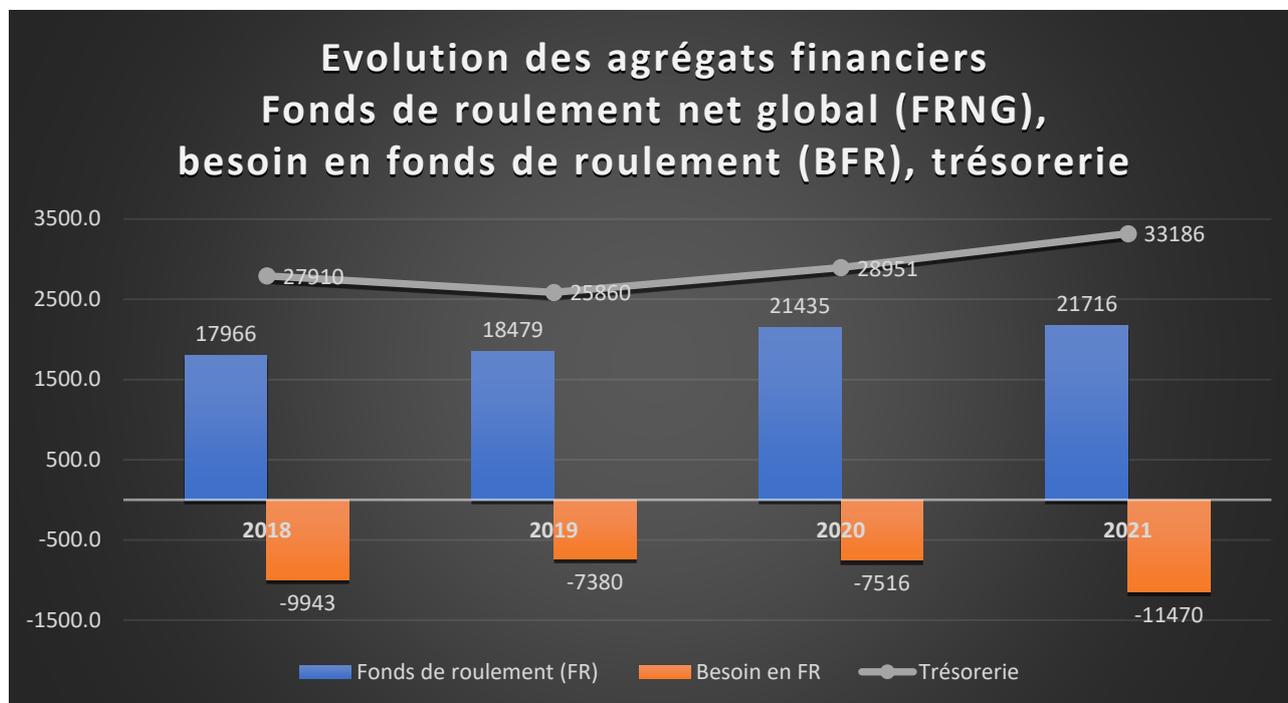
On présente ci-après les agrégats financiers de l'établissement et la situation des emplois.

Il n'y a pas d'évènement marquant postérieur à la clôture des comptes ni d'engagement hors bilan.

Le résultat 2021 se situe dans la moyenne des quatre dernières années avec 2 864 258,95 €.

RESULTATS COMPTABLES ET AUTRES AGREGATS FINANCIERS DE 2017 à 2021 (en €)

Libellés	2018	2019	2020	2021
PRODUITS	131 364 587,47 €	137 352 036,42 €	139 783 451,01 €	142 617 663,44 €
CHARGES	129 230 849,50 €	134 618 479,41 €	136 510 877,31 €	139 753 404,49 €
RESULTATS	2 133 737,97 €	2 733 557,01 €	3 272 573,70 €	2 864 258,95 €



Les agrégats financiers de l'établissement reflètent la situation très saine des finances de l'Ecole ainsi que les marges de manœuvre ouvertes pour l'avenir grâce au fonds de roulement constitué.

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT 2021

	EXERCICE 2021	EXERCICE 2020
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice ou perte)	2,864,258.95	3,272,573.70
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	8,165,650.09	8,252,926.47
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	5,136,339.51	5,336,663.08
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	0.00	38,950.00
- produits de cession d'éléments d'actifs	0.00	49,200.00
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	0.00	0.00
= Capacité d'autofinancement	5,893,569.53	6,178,587.09

Flux de trésorerie

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	EXERCICE 2021
<u>FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE</u>	
ENCAISSEMENTS	139 912 566,36
Produits sans contrepartie directe : subventions et produits assimilés	133 238 765,83
Produits avec contrepartie directe : produits directs d'activité	6 673 800,53
DECAISSEMENTS	
Charges de fonctionnement	129 028 203,34
Charges de personnel	99 986 473,24
Charges de fonctionnement (hors charges de personnel)	29 041 730,10
Charges d'intervention : dispositifs pour compte propre	0,00
TOTAL (I)	10 884 363,02
<u>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</u>	
ENCAISSEMENTS	0,00
Cessions d'immobilisations incorporelles	0,00
Cessions d'immobilisations corporelles	0,00
Cessions d'immobilisations financières	
Autres opérations	0,00
DECAISSEMENTS	6 832 808,30
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	59 346,65
Acquisitions d'immobilisations corporelles	6 773 461,65
Acquisitions d'immobilisations financières	0,00
Autres opérations	0,00
TOTAL (II)	-6 832 808,30
<u>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT</u>	
ENCAISSEMENTS	181 556,88
Dotations en capitaux propres	0,00
Emissions d'emprunts	181 556,88
Autres opérations	0,00
DECAISSEMENTS	182 935,64
Remboursements d'emprunts	182 935,64
Autres opérations	0,00
TOTAL (III)	-1 378,76
<u>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS GEREES POUR LE COMPTE D'ORGANISMES TIERS</u>	
ENCAISSEMENTS	4 389 181,88
DECAISSEMENTS	4 204 429,93
TOTAL (IV)	184 751,95
VARIATION DE TRESORERIE (V= I+II+III+IV)	4 234 927,91
TRESORERIE A L'OUVERTURE	28 951 225,76
TRESORERIE A LA CLOTURE	33 186 153,67

EFFECTIFS AU 31/12/2021	Ventilation des effectifs moyens	
	Plafond Etat	Ressources propres
Non titulaires	323	141
Titulaires :	1548	
dont élèves Normaliens	893	
dont BIATOSS	428	
dont E/ C	227	
TOTAL	1871	141

Source : DRH

** Papier issu des forêts européennes*

**DIRECTION
DE LA
COMPTABILITÉ**

15 parvis René-Descartes
BP 7000, 69342 Lyon cedex 07
Tél. +33 (0)4 37 37 60 00
Fax +33 (0)4 37 37 60 60
www.ens-lyon.fr